

FASCICULE N° 4Chapitre V DIAGNOSTIC ET PERSPECTIVES

Ce chapitre vise à montrer comment, à la veille de l'élaboration du 3° Plan, a été établi le diagnostic d'ensemble sur l'évolution de la situation économique du Cameroun et quelles perspectives ont pu être dégagées.

Il s'agit donc, à partir de ce cas concret du diagnostic terminé en décembre 1969:

- de préciser quelles sont les principales sources d'information sur le développement économique et social du pays ,
- de donner quelques tableaux chiffrés essentiels qui résument cette information et qui préparent le diagnostic ,
- d'en faire une analyse succincte ,
- de montrer sur certains exemples précis comment des prévisions et projections cohérentes peuvent être proposées aux choix du Gouvernement.

Le contenu de ce chapitre, compte-tenu des tableaux chiffrés qui ont été distribués aux étudiants et sans reprendre les commentaires oraux qui ont été donnés pendant le cours, énumère les sources d'information disponibles et les principaux indicateurs chiffrés qu'il convient de mettre en évidence et d'interpréter.

Les mots relatifs à des concepts et méthodes techniques sont soulignés.
KUZNETS : "La croissance économique s'accompagne toujours d'une accumulation constante de connaissances établies au sujet des réalisations économiques et sociales de la société en question. De telles connaissances constituent des ingrédients essentiels de cette croissance puisqu'elles fournissent une base d'entente sur une grande variété de faits qui seront pris en considération lors des options politiques, et qui aident à résoudre et à limiter des conflits en permettant de se référer à une base de plus en plus étendue de connaissances admises".

I - LA SITUATION DEMOGRAPHIQUE ET SON EVOLUTION1) Sources d'informations

La documentation de base est constituée des rapports d'enquêtes démographiques par sondage qui ont porté successivement sur toutes les régions du Cameroun de 1960 à 1965. Ces enquêtes ont fait l'objet de rapports provisoires au fur et à mesure de leur achèvement puis, parfois après d'assez longs délais, de rapports définitifs donnant des résultats très détaillés.

.../

4048 ex 4

B

-2 DEC. 1983

O. R. S. I. O. M. Fonds Documentaire

N° : 4048 ex 4

Cote : B

- 1) Enquête Nord-Bénoué (1960) et Sud-Bénoué (1961). Rapport définitif NORD
- 2) Enquête Centre et Est (1962) et Zone Maritime (1964). Rapport définitif SUD-EST.
- 3) Enquête Cameroun Occidental (1964). Rapport définitif
- 4) Enquête Pays Bamiléké et régions limitrophes (1964). Rapport provisoire
- 5) Recensement de Yaoundé (1962), actualisé lors de l'enquête Niveau de vie en 1964 : Rapport définitif, avec les résultats de l'enquête Niveau de vie. Il y avait déjà eu un recensement en 1957.
- 6) Recensement de Douala (1965): tableaux mécanographiques.

Ces documents sont disponibles à la Direction de la Statistique. Ils donnent pour chaque région l'état de la population (nombre, répartition par sexe et par âge, état matrimonial et mariage, religion, ethnie, degré d'instruction et scolarisation, activités professionnelles etc.), le mouvement de la population (natalité, fécondité, mortalité, migrations), les données collectives (logements et ménages), les projections sur 20 ans.

En outre chaque année l'Administration Territoriale procède à des recensements administratifs. Le but (fiscalité) et les méthodes de ces opérations ne permettent guère de leur attribuer plus qu'une valeur indicative (sauf pour mettre en évidence des évolutions à long terme sur les migrations). L'ORSTOM, après centralisation, corrections et parfois enquête sur place, publie les résultats dans le "Tableau de la Population du Cameroun périodiquement mis à jour.

De 1960 à 1964 un démographe de l'ORSTOM a réalisé une étude comparative des caractéristiques démographiques et socio-démographiques de toutes les principales populations du Nord-Cameroun. ("la dynamique des principales populations du Nord-Cameroun" M. POLLEWSNI, cahiers de l'ORSTOM 1965).

L'enregistrement des faits d'état-civil est encore loin d'être assez systématique pour constituer une base d'information sur l'évolution de la population.

Un recensement général de la population est prévu depuis plusieurs années. C'est une opération si complexe et surtout si coûteuse qu'elle n'a pu encore avoir lieu.

Finalement la base de la documentation démographique est encore constituée par les enquêtes de 1960 à 1965. Mais elles commencent à être assez anciennes elles ne recouvrent pas systématiquement les unités administratives et apprécient mal les migrations. Enfin leurs informations ne sont valables qu'au niveau d'une région, à la rigueur d'une zone ethniquement homogène.

2) - les informations essentielles (cf tableaux annexes)

- répartition de la population par région; densité de population par régions (noter les très grandes différences entre régions)

.../

Répartition de la population entre population urbaine (centres de plus de 5 000 h) et population rurale.

Noter la croissance des villes :

$$\frac{\text{Population urbaine en 1985}}{\text{Population urbaine en 1963}} = \frac{3\,018}{800} = 3,725$$

Une table des intérêts composés indique que ce rapport obtenu en 17 ans correspond à un taux de croissance annuel moyen de + 8%

- Répartition de la population par âge et par sexe : importante pour connaître les effectifs scolarisables et la population active (les classes d'âge comprises entre 15 et 60 ans représentent actuellement 53% de la population totale soit un peu plus de 3 millions de personnes et environ 1,5 millions d'hommes; il y a environ 1,5 millions d'enfants de 5 à 14 ans)

- Croissance de la population : on l'évalue, grossièrement, par le taux d'accroissement naturel, différence entre le taux moyen de natalité et le taux moyen de mortalité : 4,0% - 1,9% = 2,1%.

- Croissance des villes ; liste des villes les plus importantes. Perspectives de croissance.

Villes	1970	1975	1985
DOUALA	270 000	350 000	550-650 000
YAOUNDE	170 000	250 000	460-580 000
N'KONGSAMBA	70 000	90 000	170-240 000
VICTORIA-BUEA-TIKO	62 000	87 000	150-180 000
BAFOUSSAM	50 000	70 000	120-150 000

Il ya actuellement 9 villes de 20 000 à 50 000 habitants : KUMBA (48 000), GAROUA (36 000), MAROUA (35 000), FOUMBAN (34 000), BAMENDA (28 000), BAFANG (25 000), DSCHANG (22 000), EBOLOWA (22 000), EDEA (21 000). Leur population augmente actuellement de 5 à 6% par an.

II - LE COMMERCE EXTERIEUR

1) Source d'information : les statistiques du Commerce Extérieur résultent de l'exploitation des déclarations d'importation et d'exportation déposées lors du dédouanement des marchandises. Ces déclarations font l'objet d'une exploitation mécanographique mensuelle portant sur la nature du produit (Nomenclature de Bruxelles à 6 chiffres, regroupée en 99 chapitres), le pays d'origine ou de destination, la valeur, le poids. Les données sont publiées dans les Bulletins mensuels et trimestriels de la Direction de la Statistique.

2) Informations essentielles (cf tableaux annexes).

Les statistiques du Commerce Extérieur sont les plus sûres et les plus importantes de toutes les informations économiques.

.../

Le Commerce Extérieur doit être considéré comme un indicateur qui permet de suivre en permanence l'évolution des divers secteurs de l'activité économiques.

- les importations : l'étude des importations par groupes d'utilisation permet de suivre l'équipement et l'activité des entreprises, la consommation des ménages, les transformations de l'appareil productif. Les importations de certains produits (ciment, essence, gas-oil, camions, cartons etc..) constituent des indicateurs de la conjoncture économique. Les importations des biens de consommation permettent d'évaluer le marché potentiel pour de nouvelles industries de transformation.

- les exportations : 6 produits de base (cacao, café arabica, café robusta, coton, bois, aluminium) constituent près de 80% des exportations. La structure des exportations et leur croissance permettent de juger de l'augmentation et de la diversification des principales productions de l'agriculture.

- orientation du commerce extérieur : par zone monétaire (80% du commerce extérieur se fait avec la Zone Franc et le C E E)

- balance commerciale : son solde affecte directement les avoirs extérieurs du pays, gage de son indépendance économique.

- les prix : on peut calculer des prix par produit à l'importation (FOB) et à l'exportation (C&F); on peut calculer aussi un indice général des prix à l'importation, un indice général des prix à l'exportation et en déduire l'évolution des termes de l'échange.

III - L'AGRICULTURE

Les sources d'informations la production agricole se décompose en deux : les produits de base destinés à l'exportation connus par les statistiques du commerce extérieur, les produits de consommation nationale très mal connus en l'absence de statistiques valables. Les chefs de poste agricole font des évaluations annuelles mais faute de mesures précises de surface et de rendements selon un sondage rigoureux, ces évaluations sont tout à fait indicatives, d'autant plus que les associations de cultures compliquent fortement le problème de la mesure des rendements. Comme l'autoconsommation et la commercialisation intérieure ne font pas l'objet d'enquêtes permanentes il est impossible de connaître cette production par ses emplois.

Ces emplois ont été étudiés, pour certaines régions et à une certaine époque, par des enquêtes Niveau de Vie (Alimentation-Nutrition-Budgets):

- Niveau de Vie des Populations du Nord : 1961. Résultats principaux
- Niveau de Vie des Populations de l'Adamaoua : 1963/64. Rapport définitif
- Niveau de Vie des Populations de la Zone Cacaoyère 1964/65: Rapport définitif.

Le recensement agricole mondial que sera effectué en 1970, ou en 1971 au Cameroun, sous l'égide de la F. A. O., doit fournir les premières statistiques dignes de foi. Ensuite il est prévu qu'un dispositif d'observation permanente sera mis en place.

.../

Si les statistiques courantes (productions, prix, rendements) font encore défaut, les structures agraires ont fait d'enquêtes régionales agro économiques, par sondage, de 1958 à 1965.

Centre Cameroun :	1958	Rapport définitif
Nord et Adamaoua:	1961	Rapport en cours
Mbam et Est :	1962	Rapport définitif
Ouest :	1965	Rapport définitif en cours d'impression
Littoral :	1965	Rapport définitif

Ces enquêtes analysent les caractéristiques des exploitations agricoles.

Exemple: Centre-Sud : exploitation moyenne :

Effectif :	4,5 personnes
Nombre d'actifs :	2,7 personnes
Age moyen du chef d'exploitation :	45 ans
Superficie totale cultivée	260 ares
Cultures vivrières	60 ares
Plantations mixtes	40 ares
Plantations pures	160 ares
Superficies défrichées	39 ares par an.

Les chiffres ne sont pas tellement différents d'une région à l'autre. Et ces caractéristiques de structures sont finalement plus importantes que des statistiques courantes de production.

cf. Rapport de synthèse Janvier 1970 "ce n'est pas avec une moyenne de 2 hectares par exploitation intéressant une famille de 5 personnes dont 2 actifs agricoles que l'on peut espérer transformer le monde rural quels que puissent être les progrès de la science et de la technique".

IV - L'INDUSTRIE

1) Les sources d'information

Il existe un certain nombre de sources d'information sur le secteur industriel mais la collecte et l'analyse de ces informations posent de délicats problèmes qui ne sont pas encore tous résolus au Cameroun.

Les principales difficultés sont les suivantes :

- Les limites du secteur industriel sont incertaines et en évolution constante. Pratiquement le champ couvert par l'information statistique ne peut pas dépasser l'ensemble des entreprises qui tiennent une comptabilité ("secteur moderne").

.../

- Les renseignements obtenus sont parfois de qualité médiocre soit parce que des entreprises ne répondent pas ou pas assez rapidement aux questions qui leur sont posées, soit parce qu'elles ne peuvent pas fournir à partir de leur comptabilité d'entreprise, qui répondent essentiellement à des besoins de gestion, les informations demandées par les comptables nationaux et les planificateurs dont les besoins sont orientés vers la détermination d'une politique globale, soit enfin parce que les entreprises se méfient des répercussions fiscales que peuvent avoir les renseignements fournis.

- L'analyse des données est également délicate parce que la vie d'une entreprise elle-même est un phénomène complexe. Galbraith parle du "mécanisme subtil des interrelations duquel dépend le développement efficace de cette personnalité de synthèse qu'est la firme!"

Au Cameroun les deux principales sources d'information sont le recensement industriel et commercial et les documents fiscaux.

a) Le recensement industriel et commercial : le premier recensement a été effectué en 1962/63. Il est annuel et porte sur les entreprises du secteur moderne c'est-à-dire qui tiennent une comptabilité. Il existe un fichier des entreprises et des établissements. Chaque établissement est caractérisé par un numéro statistique à 10 chiffres (ou 9 chiffres et une lettre) : les 3 premiers chiffres donnent la position géographique, les 3 suivants le secteur d'activité, les 3 suivants constituent un numéro d'ordre; enfin la situation juridique est caractérisée par un chiffre ou une lettre.

Les principaux renseignements demandés concernent les productions (outputs), les consommations intermédiaires (inputs), les exportations et les importations suivant une nomenclature précise, les investissements, les effectifs, les charges salariales, les autres charges, le chiffre d'affaires.

L'exploitation rigoureuse de cette masse d'information est une opération lourde et complexe. Les tableaux de synthèse ne sont disponibles qu'en petit nombre et après d'assez longs délais ; l'analyse d'ensemble reste à faire.

Actuellement on ne dispose de renseignements à peu près complets que pour l'exercice 1966/1967.

b) Les documents fiscaux : chaque année les entreprises envoient aux Contributions Directes des documents comptables : Bilan, Tableau d'Amortissement, Compte d'exploitation. Bien qu'on ne puisse accorder qu'une confiance modérée à documents à buts fiscaux et que l'intégration de la comptabilité d'entreprise dans la comptabilité économique pose de sérieux problèmes, c'est tout de même là une source d'informations abondantes et régulières.

Un nouveau Plan Comptable Général harmonisant la comptabilité d'entreprise et la comptabilité nationale, et adopté par les pays de l'OCAM, sera appliqué au Cameroun à partir de 1972. Un grand nombre des difficultés qui viennent d'être évoquées seront alors en passe d'être résolues.

.../

Une étude générale sur "le Développement Industriel au Cameroun" a été réalisée en 1964-65 par la SEDBS dans le cadre des travaux préparatoire du 2° Plan. Elle portait à la fois sur les différentes composantes de la politique industrielle au Cameroun, sur l'environnement et sur les possibilités industrielles.

Il est envisagé de faire en 1970 un nouvel examen très approfondi de la politique industrielle et de ses orientations et possibilités à moyen et long termes

2) Les données essentielles

Pour les 80 ou 100 plus grosses entreprises et pour un échantillon permanent des autres entreprises (10 % soit environ 150 entreprises) il faudrait au moins suivre régulièrement:

- le chiffre d'affaires
- la valeur ajoutée
- les investissements
- les salaires versés
- les effectifs employés
- les productions, en volume, des principaux produits.

Il existe deux autres indicateurs intéressants de l'activité des sociétés : l'impôt sur les sociétés, le nombre d'agréments au Code des Investissements.

V - LE COMMERCE INTERIEUR

L'importance du commerce intérieur dans le développement du pays est, faute d'informations sérieuses et chiffrées, probablement sous-estimée tant du point de vue de sa part dans la Production Intérieure Brute que du point de vue des effets sur l'économie de l'organisation de ce secteur. Or le développement des échanges constitue à la fois un facteur d'intégration nationale et une incitation à produire davantage et à des prix moins élevés grâce à la concurrence qu'il suscite; enfin il favorise l'indispensable spécialisation tant des producteurs que des régions.

Or la commercialisation des productions vivrières tout comme la distribution des biens manufacturés importés ou produits localement, sont généralement inorganisées. A l'exception de quelques grosse maisons de commerce étrangères (dont l'activité peut être étudiée, globalement seulement, grâce au recensement industriel et commercial) et de quelques hommes d'affaires camerounais très dynamiques (dont les activités n'ont pu encore être chiffrées) le commerce est entre les mains d'une multitude de petits détaillants non spécialisés, sans formation, sans comptabilité.

La seule source d'information disponible est constituée par le paiement des patentes. Encore est-il qu'il faudrait en entreprendre une étude systématique.

.../

En 1965, au titre de la préparation du 2° Plan, une étude sur " les circuits commerciaux de produits et biens essentiels" a été réalisée par la SEDES. En 3 mois toutes les préfectures et sous-préfectures d'importance économique reconnue ont été visitées et les données nécessaires rassemblées lors de réunions rassemblant les agents des services techniques, les commerçants, les transporteurs. Cette enquête a été consacrée à la recherche et à l'évaluation des principaux courants d'échanges interrégionaux et interdépartementaux, à une analyse des prix et des marges de commercialisation. Elle a abouti à des propositions en vue d'intensifier les échanges intérieurs de produits vivriers et d'améliorer la distribution des produits manufacturés principaux.

Enfin l'ORSTOM a réalisé quelques études particulières mais approfondies sur certains circuits commerciaux régionaux : le poisson dans le Nord Cameroun, le mil dans le Diamaré, le bétail dans le Nord-Cameroun.

VI - ENSEIGNEMENT FORMATION

1) Sources d'information : le Ministère de l'Education, de la Jeunesse et de la Culture ainsi que les Secrétariats d'Etat à l'Enseignement tiennent à jour des statistiques détaillées sur les divers ordres d'enseignement (primaire, secondaire général, secondaire technique, professionnel, supérieur) tant public que privé.

Ces statistiques concernent pour chaque ordre d'enseignement :

- les effectifs par classe et par région
- + le nombre, la qualification et la formation des enseignants
- les constructions de classes
- les rendements (passages dans la classe supérieure, succès aux examens, redoublements, abandons).

2) Les projections

Compte tenu des effectifs scolarisables, des taux de scolarisation voulus, des effectifs actuels par classe et par région, des rendements, des taux de passage, voulus ou constatés, d'un ordre d'enseignement (primaire, post-primaire, secondaire, technique, supérieur) à l'ordre suivant il est facile de prévoir avec une assez bonne précision les flux d'effectifs par classe et à moyen terme et d'y adapter la formation des maîtres et la construction des locaux.

VII - L'EMPLOI

L'avenir du pays, son équilibre politique et social, sa croissance économique dépendent avant tout de l'adaptation du système d'enseignement et de formation aux besoins de l'économie. Cette adaptation constitue, en dernière analyse, le problème fondamental du développement du pays.

Or la situation actuelle de l'emploi et ses perspectives sont très mal connues.

.../

La principale source d'information permettant de se faire une idée de l'emploi est constituée par les déclarations des employeurs envoyées chaque année au Ministère du Travail. Comme pour les statistiques industrielles toute la question est de savoir quel est le "champ" couvert par cette information. Comment savoir qui répond, qui ne répond pas, en l'absence d'un fichier complet des employeurs ?

Pour l'année 1968 les résultats concernant les effectifs sont les suivants :

Manoeuvres	34 000
Ouvriers	29 300
Employés	24 900
Maîtrise	1 900
Cadres Direction	500
Non nationaux	6 700
<hr/>	
TOTAL	97 300

Outre l'incertitude sur le champ couvert par ces statistiques, il manque deux ventilations très importantes : la ventilation par métier, la ventilation par qualification. Une autre source d'information serait l'exploitation des états nominatifs des salaires versés par les entreprises et envoyés chaque année aux Contributions Directes. Une telle exploitation permettrait de déterminer la répartition des salaires par tranches de salaires.

Enfin en 1965 une Enquête-Emploi a été réalisée par la Direction de la Statistique sur le secteur industriel et commercial moderne, sur la zone du Littoral et sur Yaoundé. Elle a porté sur 42 000 personnes qui ont été étudiées selon les critères suivants: secteur d'activité, niveau d'emploi (qualification), type de formation (métier), instruction scolaire, âge, salaire, sexe, ethnie.

Il importe de renouveler une telle enquête dans les plus bref délais.

Pour connaître la situation exacte de l'emploi il faudrait en fait un recensement démographique qui permettrait de connaître la situation de l'emploi en dehors du secteur moderne et le nombre (et la qualification) des sans-emplois.

Pour arrêter une politique de l'emploi et lui faire correspondre une politique de formation il serait nécessaire de connaître les perspectives d'emploi des employeurs et les créations d'emplois correspondant aux investissements nouveaux prévus.

VIII - LES FINANCES PUBLIQUES

Les activités de l'Etat exercent une influence profonde et décisive sur l'économie du pays.

.../

Le Budget de l'Etat représente une part de plus en plus importante du Produit Intérieur Brut puisqu'il augmente plus rapidement que ce PIB. En 1967/68 les dépenses budgétaires ont représenté 17% du PIB et plus de 24% de la Production Intérieure Brute monétaire. Si une telle évolution se poursuivait l'expansion de l'économie serait compromise. La nature même des dépenses de fonctionnement, le volume et la répartition par secteur et par région des budgets d'équipement, les caractéristiques de la fiscalité, l'équilibre global des finances publiques, le service de la dette, la politique financière et monétaire du Trésor ont des répercussions immédiates et importantes sur l'ensemble de l'économie.

Les finances publiques concernent essentiellement le Budget de l'Etat, le Trésor, les collectivités locales (Communes et Local Authorities), les Etablissements publics et l'aide extérieure publique.

Le Budget de l'Etat (cf tableaux annexes)

Le Budget National c'est-à-dire l'ensemble des Budgets Fédéral et Fédérés est alimenté par les recettes fiscales et par le produit des exploitations et services de l'Etat. Ces recettes sont affectées en priorité aux dépenses de fonctionnement (fonctionnement des services et interventions de l'Etat) et à l'amortissement de la dette publique. L'excédent des recettes prévues sur ces dépenses obligatoires doit être ensuite affecté au financement des investissements et des équipements que l'Etat s'est engagé à réaliser dans le cadre du Plan (près de 20 milliards pour le 2^o Plan)

Cependant il ne suffit pas de préciser quels ont été le volume et la répartition des crédits d'équipement pour rendre compte de l'exécution du Plan dans le cadre de la politique budgétaire. La croissance des dépenses de fonctionnement doit elle-même être soumise à examen puisque non seulement elle affecte le montant des crédits disponibles pour l'investissement mais qu'en outre elle dépend, outre de diverses causes de croissance autonome (avancement des agents de l'Etat, extension des services en fonction de l'accroissement de la population et du développement général etc..) des charges récurrentes des investissements et des besoins nouveaux qui constituent des objectifs ou des moyens du Plan (enseignement, santé, encadrement rural, recherche etc..°).

Les documents de base relatifs au Budget de l'Etat sont les Lois de Finances (précédées d'un "exposé des motifs" sur la situation économique générale et sur les mesures proposées) et les Comptes de Règlement définitif des trois Budgets: Fédéral, Cameroun Oriental, Cameroun Occidental.

L'analyse doit porter sur les points suivants :

- Evolution des recettes recouvrées par grandes catégories :

. impôts indirects : droits de douane, droits d'entrée, taxe sur les chiffres d'affaires à l'importation, taxe complémentaire, droits de sortie, taxe intérieure à la production, taxe unique etc...

. impôts directs: impôts sur les sociétés, impôts sur les revenus des personnes physiques, impôts sur le chiffre d'affaires, impôts sur les activités (patentes, licences), divers.

.../

. enregistrement, timbre, revenu du domaine, recettes des exploitations et services etc...

.taux de pression fiscale.

- Evolution des dépenses par nature: personnel, matériel, transferts, dette, équipement
- Evolution des effectifs et des rémunération des agents de l'Etat (2/3 des dépenses de fonctionnement)
- Evolution des dépenses par fonction (ou ministère, ou secteur d'intervention).
- Comparaison prévisions et réalisations
- Equilibre du budget : recettes recouvrées - dépenses effectives. Si les recettes recouvrées sont supérieures aux dépenses effectives l'Etat constitue une Réserve au Trésor; si c'est l'inverse l'Etat couvre "l'impasse", pour autant qu'elle n'est pas trop importante, en empruntant au Trésor. En cas de déficit grave et prolongé l'Etat ne pourrait pas avoir recours à une avance de la Banque Centrale (cette interdiction figure dans les statuts de la Banque Centrale et a pour but d'éliminer une cause trop immédiate d'inflation) mais pourrait faire appel au Trésor Français. Il va de soi que l'équilibre budgétaire est ainsi une des conditions majeures de l'indépendance du pays .

Une importante réforme de la Comptabilité Publique de l'Etat Fédéral et du Cameroun Oriental, basée sur l'utilisation d'une calculatrice électronique de grande puissance, a pris effet à compter du 1er Juillet 1967.

Les objectifs essentiels de cette réforme étaient d'une part d'améliorer la régularité et l'efficacité des opérations administratives liées à l'exécution du budget, d'autre part de fournir chaque mois le bilan détaillé de l'exécution du budget et la situation du Trésor.

En ce qui concerne les dépenses la situation mensuelle des crédits budgétaires donne au niveau de la ligne budgétaire, c'est-à-dire avec le même détail que la loi de Finances, la consommation des crédits, tant au niveau de l'engagement qu'au niveau du règlement.

La nomenclature budgétaire des dépenses est, en gros, la suivante :

- chapitre (2 positions) : le Ministère
- grand article (1 position): catégorie de la dépense (personnel à solde, personnel journalier, matériel, entretien etc..)
- article : (2 positions): Direction
- paragraphe : (3 positions): Service (si besoin est)
- ligne : (1 position) : nature de la dépense (pour les dépenses de matériel). La mécanisation de la Comptabilité publique permet également de connaître dans le détail les recouvrements de recettes mais avec un certain retard puisqu'il faut traiter la comptabilité de tous les postes comptables.

Il faut signaler que le régime financier du Cameroun Occidental est différent et que sa comptabilité publique n'est pas encore traitée par ordinateur.

.../

Le Trésor

Au Cameroun le Trésor joue essentiellement le rôle de Banquier de l'Etat, il gère les disponibilités de la puissance publique. Contrairement à ce qui se passe en France par exemple, son rôle d'intermédiaire financier est réduit; ses prêts et emprunts au reste de l'économie sont peu importants.

La comptabilité décadaire des postes comptables est traitée sur ordinateur. Chaque traitement fournit la Balance du Trésor correspondante qui indique les débits, crédits et solde de chacun des comptes ouverts au Trésor. La procédure de centralisation, d'ajustement et de traitement des comptabilités décadaires des postes comptables n'est pas encore complètement au point.

Les Balances du Trésor paraissent donc actuellement avec plus de 6 mois de retard. Les balances importantes sont celles correspondant à la situation du Trésor au 30 Juin de chaque année.

Les balances comportent plusieurs milliers de comptes. Il importe de les regrouper selon un Code-Bilan en grandes catégories ayant une signification financière. Cette présentation du Bilan du Trésor n'a toujours pas été effectuée depuis la mécanisation de la Comptabilité publique.

Le service des Comptes Economiques de la Direction de la Statistique a publié une étude sur "les opérations du Trésor Camerounais pendant la gestion 1965/1966"

Les collectivités locales: pour chaque exercice budgétaire les Communes établissent leurs Comptes Administratifs relatifs à l'exécution de leur budget. Ces Comptes sont centralisés à la Direction des Communes (Vice-Présidence du Gouvernement du Cameroun Oriental) sauf ceux relatifs aux Communes du Nord, qui sont centralisés à Garoua. La Comptabilité Nationale présente le sous-compte des Communes dans le Compte des Administrations.

L'aide extérieure publique : le Ministère du Plan et du Développement est ordonnateur des crédits d'aide extérieure. La comptabilité correspondante est tenue par la Direction des Investissements.

IX - MONNAIE CREDIT AVOIRS EXTERIEURS OPERATIONS FINANCIERES (cf tableaux ci-joints)

1) Sources d'information

- Bulletins mensuels "Etudes et Statistiques" de la Banque Centrale
- Rapport du Conseil National du Crédit
- Rapport d'activité de la B C D.
- Bulletins Trimestriels de la Statistique.
- Etudes spéciales de la Comptabilité Nationale.
 - . Les circuits financiers du Cameroun 1965/66
 - . Les institutions financières 1964/65
 - . Tableau d'opérations financières 1965/66 (en cours)

On ne dispose que d'une toute récente Balance des Paiements, par l'année 1968.

.../

2) Données essentielles

Il y a deux séries statistiques essentielles :

- La monnaie (billets, dépôts à vue des particuliers et entreprises, dépôts du Trésor) et ses contreparties (avoirs extérieurs, crédits à l'économie à court moyen et long terme). Ces informations sont publiées mensuellement par la Banque Centrale.

En décembre 1969 la masse monétaire avoisinait 50 milliards (dont près de 20 milliards de monnaie fiduciaire c'est-à-dire sous forme de billets et pièces).

Ces contreparties étaient les suivantes: avoirs extérieurs 10 milliards
-crédits à l'économie 40 -"-

Du 30 Juin 1966 au 30 Juin 1969 la masse monétaire a augmenté en moyenne de 10% par an ce qui est très proche de la croissance du Produit Intérieur Brut pendant la même période. Ceci explique, en première approximation, que la croissance des prix ait été très modérée au Cameroun depuis 3 ans.

Le volume total de la masse monétaire représente à peu près un cinquième du Produit Intérieur Brut et un quart du Produit Intérieur Brut monétaire.

Le montant des Avoirs extérieurs est une des données les plus importantes de la situation économique : non seulement ce montant est le gage de l'indépendance du pays mais ses variations reflètent l'évolution d'une part essentielle de l'activité économique et financière.

- La balance des paiements qui précisément influe sur l'évolution des avoirs extérieurs puisque le solde de la balance des paiements est égal à la Variation des avoirs extérieurs.

La théorie économique n'a pas encore clairement dégagé l'influence sur le fonctionnement et la croissance de l'économie de la politique monétaire de l'Etat et du comportement des entreprises et des particuliers devant la monnaie.

X - LES PRIX

La Direction de la Statistique publie chaque mois les indices de prix suivants :

- Indice des prix de détail à la consommation des familles de condition moyenne à Yaoundé, avec ventilation par nature de dépenses mais aussi par origine des produits: articles de marché (ou locaux), articles de magasins (ou importés), services et autres.
- Indice des prix de détail à la consommation familiale à Yaoundé des **non-originares**
- Indice des prix de détail à la consommation familiale à Douala des **non-originares**

.../

Les coefficients de pondération de ces indices ont été calculés grâce aux tats de l'enquête sur le Niveau de Vie effectuée à Yaoundé en 1964/1965.

La Direction de la Statistique public également un indice des prix à la consommation familiale à Buéa, mais sa valeur est incertaine, et un certain nombre de prix de gros à Douala et de prix de détail à Douala et à Yaoundé. Il est possible enfin de calculer des indices des prix à l'importation et l'exportation.

Les chefs de postes agricoles font des relevés de prix sur les marchés de brousse. On peut s'attendre à disposer bientôt de relevés de prix dans les principales villes du Cameroun puisque la Direction de la Statistique met progressivement en place des Services Régionaux (5 sont déjà installés).

Depuis 3 ans les divers indices de prix à la consommation ont augmenté de moins de 3 % par an.

XI - CONSUMMATION DES MENAGES

" L'aboutissement de toute production et de toute distribution est ce personnage central de l'économie du 20ème siècle : le Consommateur".

Parmi les éléments nécessaires à un bon plan, Galbraith cite, à juste titre, "une théorie de la consommation, but ultime de la production" c'est-à-dire encore "une vue claire du consommateur à servir". Ceci en fait revient à poser en termes strictement économiques le problème des objectifs de la croissance. Si on prend le mot de consommation au sens large c'est-à-dire en ajoutant à la consommation des biens et services ayant une valeur marchande, les consommations invisibles, collectives, qui ne font pas l'objet de transactions (enseignement, culture, santé, mobilité, sécurité etc..) on pose le problème de la finalité du développement.

Plus ou moins explicitement tout Plan traduit une certaine conception du type de société désiré. En particulier la nature des investissements publics reflète les priorités retenues en matière de consommations collectives.

Si on se limite au domaine strictement économique des biens et services ayant une valeur marchande la planification consiste à orienter aussi efficacement que possible l'appareil productif vers les besoins des consommateurs.

Jusqu'à présent la planification camerounaise n'a pu faire plus que d'étudier les conditions d'une augmentation maximum de la production mais n'a pas été en mesure d'orienter le développement de la production en fonction d'une demande future voulue ni même prévue. En gros on peut dire qu'il s'agit d'une planification de l'offre et non d'une planification de la demande.

Cela tient par une grande part à une méconnaissance de la consommation des ménages et des comportements qui la régissent.

.../

Il a été prévu en 1960 de recouvrir successivement toutes les régions du Cameroun par des enquêtes de Niveau de Vie. Quatre enquêtes ont pu être réalisées :

- Niveau de Vie des populations du Nord Cameroun (1961)
- Niveau de Vie des populations de l'Adamaoua (1963/64)
- Niveau de Vie des populations de la Zone Cacaoyère (1964/65)
- Niveau de Vie à Yaoundé (1964/65)

Les 3 premières enquêtes ont porté ^{sur} la nutrition, l'alimentation et les budgets. L'enquête de Yaoundé a porté sur les budgets, les biens durables possédés par les ménages, l'habitat, les marchés, les déplacements journaliers de la population. Ces enquêtes sont longues, difficiles, lourdes et coûteuses. Il n'a pas été possible de couvrir les autres régions du Cameroun ni Douala, ni d'actualiser celles qui ont été faites.

Néanmoins les renseignements recueillis sont extrêmement précieux, d'autant plus qu'ont été calculés les coefficients permettant de prévoir l'évolution de la consommation en fonction de la croissance des revenus et de l'évolution de la structure de la population par catégories socio-professionnelles : élasticités de la consommation en fonction du revenu, et par catégorie socio-professionnelle.

Enfin la Comptabilité Nationale donne des indications globales sur la consommation des ménages. L'équilibre Ressources-Emplois sur Biens et Services par branche donne, en solde, la consommation des ménages par branche.

XII - LES COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION (cf. Tableaux annexes)

Une présentation sommaire de la Comptabilité Nationale est donnée en annexe.

On dispose actuellement des Comptes suivants :

- Années 1959, 1962/63, 1963/64, 1964/65, 1965/66, 1966/67.
- Les Comptes 1967/68 sont en cours de diffusion.

Des Comptes provisoires 1968/69 sont en cours d'élaboration. On disposera donc bientôt d'une série portant sur 8 années.

Il faut souligner que les méthodes d'élaboration des Comptes Nationaux ont été modifiées lors de l'établissement des comptes de l'année 1964/65 de façon à leur assurer plus de rigueur et de précision. L'adoption de cette nouvelle méthodologie ne permet pas toujours une comparaison précise avec les comptes des années antérieures.

Enfin des corrections affectant d'une façon non négligeable la production intérieure brute ont été apportées récemment aux comptes des années 1964/65 et suivantes.

Un tableau d'échanges industriels est en cours d'élaboration pour l'année 1967/68.

.../

Un tableau d'Opérations Financières a été construit pour l'année 65.

La comptabilité nationale est l'instrument de base du planificateur. Elle fournit un schéma simplifié du fonctionnement de l'économie ; à ce titre elle permet de porter un jugement d'ensemble sur l'évolution de cette économie et de mettre en évidence un certain nombre de relations entre des grandeurs caractéristiques; les répercussions de l'infléchissement voulu de telle ou telle variable peuvent donc être évaluées ce qui permet au Gouvernement de prendre des décisions en connaissance de cause.

XIII - MODELE DE CROISSANCE

Un "modèle" est une représentation simplifiée du fonctionnement de l'économie.

Pour le 2° Plan camerounais un modèle global de croissance à moyen terme a été élaboré. Selon le même principe mais avec les perfectionnements permis par l'amélioration de la Comptabilité Nationale, plusieurs esquisses de croissance ont été faites récemment pour la préparation du 3° Plan.

Ce modèle consiste à projeter sur l'année terminale du 3° Plan le Tableau Economique d'Ensemble (T E E) simplifié le plus récent. Cette projection est basée sur le taux de croissance du Produit Intérieur Brut par tête.

Le but est de trouver le taux de croissance optimum compatible avec les grands équilibres "Ressources-Emplois sur Biens et Services", "Finances Publiques", "Balance des paiements" et "Financement des Investissements" et de mettre en évidence les mesures nécessaires pour obtenir une telle croissance.

Le modèle ne fait intervenir qu'un seul facteur de production, le capital, et il est donc admis que la croissance du P.I.B. sera uniquement fonction des investissements réalisés.

Cette hypothèse simplificatrice est admissible parce que le facteur main-d'oeuvre ne constitue pas globalement un goulot d'étranglement, parce que l'assistance technique extérieure permet de pallier provisoirement l'insuffisance des cadres locaux, enfin parce que la productivité des travailleurs évolue lentement.

Pour l'élaboration du modèle, on a utilisé un certain nombre de paramètres et de coefficients, tirés de la série des comptes économiques du passé, ou adoptés comme données variables parce qu'ils constituent des instruments de la politique économique du Gouvernement, ou qu'ils correspondent à l'évolution normale de l'économie.

De manière plus précise le T.E.E. simplifié que l'on projette, se présente sous la forme donnée en annexe 1.

.../

Il y a 40 variables liées par 19 équations comptables ou de définitions (définitions, équilibres ressources-emplois, équilibre des comptes d'agents ; il faut noter que si tous les équilibres horizontaux ou verticaux du T E E sont vérifiés, sauf un, ce dernier l'est aussi nécessairement).

Il reste donc $40 - 19 = 21$ variables indépendantes

Pour passer du T E E de l'année de base connue t_0 à l'année suivante $t_0 + 1$, puis $t_0 + 2$ etc..; on utilise 7 paramètres de croissance et 14 paramètres de liaison interne entre les variables d'une même année.

Ces 21 paramètres se traduisent par 21 équations. On a donc finalement 40 équations linéaires indépendantes à 40 inconnues. La résolution de ce système permet de passer du T E E d'une année à celui de l'année suivante et ainsi de suite.

Les paramètres de croissance constituent soit des objectifs soit des extrapolations des tendances du passé (prévisions)

- objectifs: croissance du P I B, des dépenses de fonctionnement des administrations.
- prévisions: autoconsommation, investissements des ménages, salaires des domestiques, transferts à l'extérieur des ménages etc...

Les paramètres de liaison interne sont calculés pour les années passées et l'on fait des hypothèses ou l'on prend des décisions quant à leur évolution.

On obtient ainsi des équations traduisant des décisions, des contraintes, des structures des comportements.

Exemples de décisions : taux de fiscalité directe sur les revenus des sociétés ou sur les revenus des ménages, part des investissements publics dans les investissements totaux.

Exemples de contrainte : . équilibre de la balance des paiements ($B_x = 0$)
. aide extérieure nette.

Exemples de comportement: Taux d'épargne locale des sociétés, part du revenu des entrepreneurs individuels investie.

Exemples de structure : - coefficient marginal de capital
- part de la PIB commercialisée allant aux salariés des entreprises
- part du revenu brut d'exploitation allant aux sociétés.

Le paramètre de base est le coefficient marginal de capital qui permet de calculer le montant des investissements nécessaires pour obtenir la croissance désirée. C'est le rapport k entre l'investissement et la variation de la production qui en résulte. Il est d'autant plus faible que la productivité physique du capital est plus élevée. C'est une caractéristique technique de l'économie qui exprime la rentabilité des investissements.

.../

Le coefficient réel constaté au cours des dernières années est et c'est celui qui a été adopté pour les projections du 3^o Plan. Généralement lorsqu'une économie se développe, le coefficient marginal de capital augmente, les investissements les plus productifs étant naturellement ceux qui sont les premiers réalisés. Si cependant la valeur retenue a été maintenue à 3 c'est qu'il est indispensable pour atteindre au cours du 3^o Plan le rythme fixé en 1960 de faire une large place aux investissements les plus productifs. Ceci suppose une orientation nouvelle des investissements publics.

Si on appelle k le coefficient marginal de capital, g le taux de croissance de l'économie, j le taux d'investissement on a : $j = k \times g$.

Si on veut un doublement du revenu réel par tête en 20 ans il faut que ce revenu réel par tête augmente de 3,5% par an.

Si la croissance de la population est de 2,1% par an, il faut, pour atteindre l'objectif fixé, que le revenu réel global augmente de :

$$3,5\% + 2,1\% = 5,6\% \text{ par an.}$$

Si enfin on suppose que l'augmentation générale des prix est de l'ordre de 3% par an, le revenu global en francs courants doit augmenter de

$$5,6\% + 3\% = 8,6\% \text{ par an.}$$

Une esquisse étant calculé à partir d'un jeu de paramètres, voulus ou supposés, le jugement se formule ainsi : compte-tenu de l'évolution des structures liées au développement, de la contrainte de l'équilibre extérieur, des limites au poids de la fiscalité, du comportement financier des entreprises et de la contrainte de l'équilibre des finances publiques :

- au volume des investissements reconnus nécessaires correspond-il suffisamment de projets ?
- la consommation des ménages augmente-t-elle suffisamment ?
- les besoins et capacités de financement trouveront-ils un marché financier pour se compenser ?
- les transferts en provenance de l'extérieur semblent-ils possibles ?

Pour la préparation du 3^o Plan, trois esquisses préparatoires ont été présentées. La première qui visait à doubler en 1980 le revenu réel par tête de 1960 est apparue trop ambitieuse en raison essentiellement du volume des investissements nécessaires. La seconde qui permettait d'atteindre en 1975/76 le rythme du doublement en 20 ans apparaissait plus raisonnable quant au volume des investissements à réaliser. Mais cette esquisse, effectuée sans supposer des modifications profondes des structures économiques et financières ni des comportements observés jusqu'à présent, exigeait une aide extérieure trop importante et mettait à la charge des sociétés une part importante des investissements privés ; enfin la consommation des ménages augmentait à un rythme incompatible avec le maintien durable des équilibres fondamentaux (prix et commerce extérieur)

La 3^o esquisse visait au même objectif de croissance que la précédente mais en supposant des modifications des structures et des comportements (accroissement de part relative des entrepreneurs individuels dans le financement des investissements, développement prioritaire des exportations et excédent de la balance commerciale,

.../

augmentation des recettes fiscales et parafiscales, organisation d'un marché financier, limitation du rythme de croissance de la consommation des administrations...). Cette 3^o esquisse faisait donc reposer la croissance essentiellement sur un effort intérieur (et non plus comme la précédente sur l'aide extérieure).

Il va de soi qu'une telle étude macroéconomique ne peut servir que de cadre de travail. Les travaux de planification proprement dits étudieront les mesures et réformes globales et structurelles proposées mais aussi les projets d'investissements à réaliser durant le 3^o Plan. Ces projets seront étudiés en fonction de leur rentabilité mais aussi en fonction de leur répercussion économique; ce sera l'analyse microéconomique. La somme de ces projets et de leurs effets devra cadrer avec l'esquisse retenue. La planification devra enfin d'une part choisir et orienter les projets, d'autre part affiner et adapter l'esquisse globale pour que les deux approches soient finalement cohérentes.